GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 22 janvier 2014

EYMARD Maxence. *Une région entre deux feux. Dépenses militaires et transferts d'armements en Asie centrale (2003-2012)*. Note d'analyse du GRIP, 22 janvier 2014, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/1186

NOTE D'ANALYSE

UNE RÉGION ENTRE DEUX FEUX

Dépenses militaires et transferts d'armements en Asie centrale (2003-2012)

Par **Maxence Eymard**

22 janvier 2014

Résumé

L'Asie centrale et sa situation sécuritaire ont considérablement évolué au cours de la dernière décennie, pour des raisons à la fois intérieures et extérieures. La région se retrouve en effet au cœur d'une vaste conjonction de facteurs de déstabilisation : troubles sociaux, fondamentalisme religieux, tensions ethniques, corruption, trafics… Un tel contexte n'est pas sans conséquence sur les dépenses militaires régionales, lesquelles ont très sensiblement augmenté ces dix dernières années. Pour autant, pour celles-ci comme pour leurs transferts d'armements, les États de la région suivent des dynamiques résolument différentes : tandis que le **Kazakhstan** s'affirme clairement comme le leader régional, **Turkménistan** et **Ouzbékistan** demeurent isolés, et **Kirghizistan** et **Tadjikistan** très fragiles. Dès lors difficile à homogénéiser, l'analyse est rendue d'autant plus complexe par l'absence de données officielles et transparentes, donc exploitables, sur ces sujets.

Abstract

A region caught in the crossfire
Military expenditures and arms transfers in Central Asia (2003-2012)

Central Asia and its security situation have considerably evolved during the last decade, both for internal and external reasons. The region is indeed faced with a vast conjunction of destabilizing factors: social unrest, religious fundamentalism, ethnic tensions, corruption, trafficking… Such a context is not without consequences on regional military expenditures, which have rocketed these last ten years. However, regarding those expenditures as well as arms transfers, states of the region follow very different dynamics: while **Kazakhstan** clearly emerges as the regional leader, **Turkmenistan** and **Uzbekistan** remain isolated, and **Kyrgyzstan** and **Tajikistan** very fragile. Therefore difficult to homogenize, the analysis is made even more complex by the absence of official and transparent data, thus exploitable, on these topics.

Introduction

L'Asie centrale – Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan[1] – représente à bien des égards une région complexe autant que paradoxale. Relativement délaissée durant la décennie ayant suivi les différentes indépendances, celle-ci se retrouve aujourd'hui enclavée entre d'encombrants voisins d'une part (Russie au nord, Chine à l'est) et une zone particulièrement sensible de l'autre (Afghanistan et Iran au sud). De fait, elle est ainsi redevenue depuis une quinzaine d'années un centre d'intérêt pour les grandes puissances, aidée en cela par les importantes ressources de son sous-sol.

On ne saurait toutefois réduire la région à ces seules influences ou menaces extérieures, ces dernières demeurant en majorité internes. Troubles sociaux et tensions ethniques viennent en effet régulièrement affaiblir des régimes cloisonnés et autoritaires, tandis que le fondamentalisme religieux et les trafics illicites ont trouvé en Asie centrale un terreau fertile et affectent la stabilité régionale : la proximité de l'Afghanistan offre ainsi un terrain d'entraînement idéal pour les apprentis djihadistes, tout en inondant la région du trafic de stupéfiants.

Un tel contexte sécuritaire, qu'il convient d'expliquer au préalable, n'est légitimement pas sans incidence sur les dépenses militaires et les transferts d'armements à partir et à destination de la région. Les dépenses militaires affichent ainsi une nette tendance à la hausse – le second point abordé dans cette Note – bien que les données demeurent parcellaires en raison du manque de transparence des États en matière de défense. Si cette évolution est significative, elle est aussi à nuancer : à ce titre, cette augmentation peut notamment s'expliquer par la croissance soutenue du PIB de ces pays durant la dernière décennie, tandis que les dépenses militaires restent inférieures à celles consacrées à la santé ou à l'éducation.

Une simplification supplémentaire consisterait à considérer l'Asie centrale comme un bloc homogène, une erreur souvent commise en extrapolant à partir d'un héritage soviétique et d'une nature autoritaire que les régimes actuels partagent. Ceux-ci ne peuvent cependant être ramenés à de quelconques dénominateurs communs, mais sont, au contraire, le plus souvent en concurrence. Par conséquent, aussi variées que sont les menaces citées précédemment, les stratégies de diplomatie et de défense poursuivies par chacun divergent fondamentalement. Une telle hétérogénéité se reflète sensiblement dans les transferts d'armements effectués au cours de la dernière décennie (2003-2012), lesquels témoignent de moyens et de priorités bien différents. C'est pourquoi un focus sur chacune des républiques d'Asie centrale, à la lumière de ses transferts d'armements ou de la circulation des armes à l'intérieur du pays, s'avère indispensable.

Considérations méthodologiques

1. La définition même de l'Asie centrale varie en fonction des institutions et des considérations (politiques, culturelles, historiques, etc.). Dès lors, nous retiendrons dans cette Note celle des Nations unies, laquelle limite l'Asie centrale à ses cinq républiques historiques, présentes dans n'importe quelle classification. Les divisions géographiques de l'ONU, établies par sa Division statistique, sont disponibles ici.

Cette Note d'Analyse se penche sur l'évolution des dépenses militaires et des transferts d'armements vers et depuis les cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) durant la décennie 2003-2012.

Par dépenses militaires[2], on entend ici l'ensemble des dépenses concourant à l'effort de défense. Cette définition, plus large que les simples budgets de défense, englobe toutes les sommes affectées par les gouvernements à des fonctions militaires, tout en excluant celles dévolues à des fonctions civiles, quand bien même elles seraient l'apanage des ministères de la défense[3]. Les chiffres ou estimations utilisés le sont sous deux formes : exprimés en dollars constants (2011) ou bien par rapport au produit intérieur brut (PIB).

Les informations relatives aux transferts d'armements fournies dans cette Note d'Analyse concernent majoritairement les livraisons effectives répertoriées par le SIPRI[4] (*Stockholm International Peace Research Institute*). Celles-ci se réfèrent uniquement aux armes conventionnelles majeures[5].

Le cas échéant, il sera fait référence à certains évènements antérieurs ou postérieurs à la décennie analysée (2003-2012), lorsque ceux-ci sont jugés d'un apport non négligeable à la contextualisation et à la compréhension de la situation actuelle et de ses enjeux.

Enfin, le manque de transparence sur les dépenses militaires et les transferts d'armements par les pays concernés constitue un obstacle important ; dépenses militaires, budgets de défense et acquisitions d'armements ne sont ainsi pas rendus publics, sauf exceptions. De ce fait, les estimations fournies sur ces sujets par tout centre de recherche sont décrites comme incertaines au mieux, voire parcellaires ou même parfois impossibles à déterminer.

1. Contexte et situation générale

2. Les données utilisées dans cette Note sont extraites de la base de données du SIPRI relatives aux dépenses militaires, mises à jour chaque année.

3. Pour plus de détails sur la définition complète du SIPRI.

4. Les données du SIPRI concernant les transferts d'armements sont regroupées dans la base de données de SIPRI « *Arms Transfers Data* ».

5. Cette dénomination exclut de fait les armes légères et de petit calibre (ALPC). Pour consulter la définition complète des armes conventionnelles majeures par le SIPRI.

Cette première partie vise à replacer l'Asie centrale dans son contexte global, et plus particulièrement à décrire de manière synthétique la situation sécuritaire et stratégique complexe des pays de la région.

1.1. Contexte sécuritaire et environnement stratégique

1.1.1. Une région confrontée à plusieurs menaces et défis

Exception faite du Turkménistan, relativement épargné de par sa position géographique plus excentrée à l'ouest, les pays d'Asie centrale se *trouvent* pour la plupart au cœur d'une vaste conjonction de facteurs de déstabilisation. Essentiellement intérieures, ces menaces peuvent également être étroitement imbriquées, rendant difficile toute catégorisation claire : il arrive ainsi que des émeutes, à l'origine sociales, revêtent par la suite un caractère ethnique ou religieux. De fait, cette complexité et cet enchevêtrement de défis résultent notamment de l'autoritarisme et de l'impéritie des régimes : fermés et corrompus, souvent ouvertement nationalistes, profitant à une élite contrôlant tous les leviers du pouvoir tout en étant incapables de pourvoir au dénuement de leurs populations, ceux-ci courent le risque d'attiser des troubles sociaux toujours plus fréquents, généralement réprimés par la force[6].

Carte 1 – **L'Asie centrale et sa région**



(Source : *Wikimedia Commons*)

Ces soulèvements sont la face la plus visible et récurrente des menaces à la stabilité des pays de la région. Au Kirghizistan, elles ont pris la forme de deux révolutions ayant conduit à la chute du pouvoir central, en 2005 et en 2010 ; en Ouzbékistan, la violente répression des manifestations dans la ville d'Andijan, en mai 2005, a causé la

6. À ce sujet, voir notamment : Philip Shishkin, Central Asia's crisis of governance, Asia Society, janvier 2012 et International Crisis Group, Central Asia: decay and decline, Asia Report n°201, 3 février 2011.

mort de plusieurs centaines de civils[7] et entraîné la prise de sanctions de l'Union européenne à l'égard du gouvernement[8] ;

même le Kazakhstan, pays le plus stable de la région, a été ébranlé fin 2011 par des émeutes dans la ville de Janaozen, qui ont fait 16 victimes[9].

Très majoritairement musulmane, l'Asie centrale est également confrontée au fondamentalisme religieux, qui compromet la tradition de laïcité au sein des institutions, héritée de l'ère soviétique. L'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan y sont particulièrement vulnérables : en dépit de leurs efforts contre le prosélytisme, souvent mal perçus par la population, les autorités peinent à enrayer la popularité des mouvements radicaux ou panislamistes (Mouvement islamique d'Ouzbékistan, *Hizb-ut-Tahrir*), particulièrement auprès de la jeunesse. Celles-ci s'inquiètent également des conséquences du futur retrait d'Afghanistan des troupes de l'OTAN, supposé abriter certains de leurs ressortissants, attirés par la perspective du djihad et susceptibles de revenir fonder des foyers terroristes sur leur territoire. Le Kazakhstan, jusqu'ici épargné, a connu en 2011 une série d'attentats meurtriers[10], dont certains kamikazes.

D'autres défis sont liés à la composition ethnique des républiques d'Asie centrale. La fin de l'ère soviétique a ravivé les tensions entre communautés et États voisins – essentiellement entre l'Ouzbékistan d'un côté, et le Tadjikistan et le Kirghizistan de l'autre –, qui comportent plusieurs enclaves et abritent chacun de fortes minorités. Ces tensions se traduisent régulièrement par des accrochages à des postes de frontières contestées[11], ou par des affrontements interethniques[12].

Enfin, le conflit afghan a une incidence importante sur la recrudescence des trafics et de la criminalité organisée, les pays limitrophes constituant le principal canal d'approvisionnement en stupéfiants de toute l'Asie centrale et du marché russe (la « voie du Nord »)[13].

1.1.2. Un nœud stratégique pour l'OTAN

7. Si le total officiel dénombre 173 morts, plusieurs ONG assurent que celui-ci dépasserait en réalité les 500 victimes (International Crisis Group, Uzbekistan: The Andijon uprising, Asia Briefing n°38, 25 mai 2005).

8. Celles-ci sont regroupées au sein de la Position commune de l'UE 2005/792/CFSP du 14 novembre 2005. Elles concernent essentiellement un embargo sur les ventes d'armes à destination du pays, l'interdiction de séjour sur le sol européen pour les responsables de la répression et la suspension partielle de l'accord de partenariat avec l'UE.

9. Paradoxe révélateur, ces dernières étaient la conséquence de grèves d'ouvriers du secteur pétrolier, fleuron industriel du pays, à l'heure où celui-ci s'apprêtait à fêter le 20ème anniversaire de l'indépendance. « Unrest in Kazakhstan: Thicker than oil », *The Economist*, 31 décembre 2011.

10. M. Stein, *Compendium of Central Asian military and security activity*, 3 octobre 2012, p. 43-44.

11. « Shooting in Kyrgyz-Uzbek frontier kills border guard, injures another », *Radio Free Europe*, 23 juillet 2013 ; « Shooting deaths reportedly rise on Uzbek-Kyrgyz border », *Radio Free Europe*, 23 juin 2011.

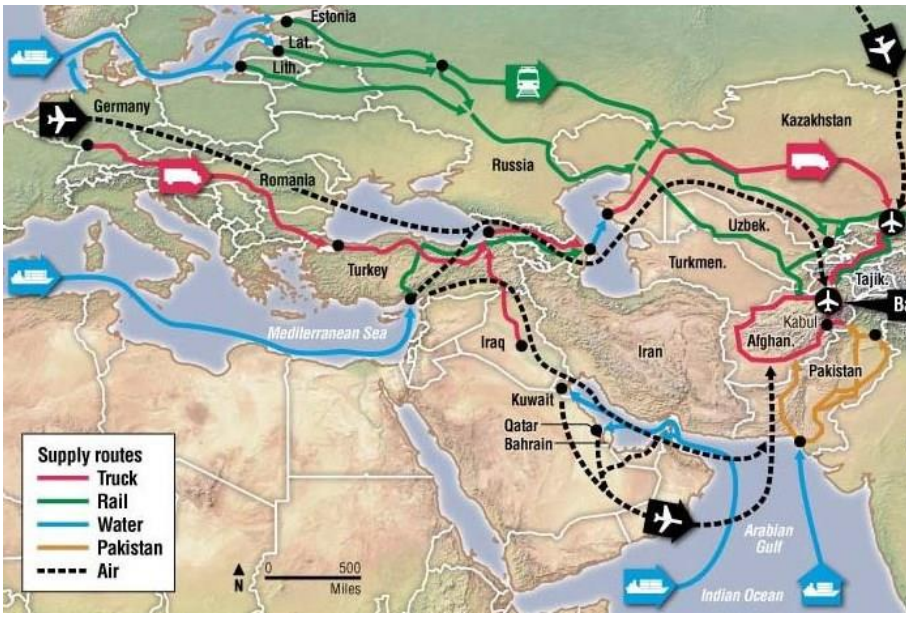
12. La principale éruption de violence s'est produite dans la ville kirghize d'Och en juin 2010, où des pogroms anti-Ouzbeks ont fait plusieurs centaines de victimes (International Crisis Group, The pogroms in Kyrgyzstan, Asia Report n°193, 23 août 2010).

13. United Nations Office on Drugs and Crime, *Opiate Flows Through Northern Afghanistan and Central Asia: A Threat Assessment*, mai 2012.

La région fait figure de véritable plaque-tournante sécuritaire, essentiellement en raison de son emplacement géographique : l'Asie centrale procure en effet un accès direct à des régions sensibles, principalement la zone dite « Af-Pak » (Afghanistan-Pakistan). Dès le début du conflit en Afghanistan, une implantation des troupes de l'OTAN (Force internationale d'assistance et de sécurité, FIAS) dans la région s'est révélée indispensable pour la tenue de l'opération *Enduring Freedom.*

En décembre 2001 a ainsi ouvert la base aérienne de Manas (Kirghizistan), principal centre de transit et de ravitaillement de l'*US Air Force* et de ses alliés. Devenue vitale pour la FIAS, la question de son maintien a régulièrement agité les discussions entre Washington et Bichkek, une première annonce de fermeture en 2009 ayant finalement été annulée par les autorités kirghizes suite au triplement du montant consenti par les États-Unis pour son extension jusqu'en 2014[14]. Après la décision du Kirghizistan de ne pas renouveler le bail au-delà de cette date, l'*US Air Force* a annoncé son départ d'ici juillet 2014[15].

Carte 2 – **Les routes de ravitaillement de la FIAS en Afghanistan**



En rouge et vert, le « *Northern Distribution Network* »
(Source : *US Transportation Command*)

La base de Manas était devenue d'autant plus stratégique qu'elle était la dernière dans la région, depuis la fermeture forcée de celle de Karchi-Khanabad (Ouzbékistan) en 2005, en réaction aux critiques de Washington sur la répression des évènements d'Andijan.

Plus largement, le *Northern Distribution Network*, la route-clé de ravitaillement terrestre comptant pour plus d'un tiers des approvisionnements de la FIAS[16], traverse entre autres Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizistan. Dans la perspective du futur départ des troupes alliées, les États-Unis étudient d'ailleurs les possibilités de stockage sur place ou de dons aux pays concernés d'un certain nombre d'équipements militaires[17] (véhicules

14. « U.S. pays to keep Kyrgyz base open for Afghan supply », *Reuters*, 23 juin 2009.
15. « Kyrgyzstan to U.S.: No extension of Manas deal », *AFP/DefenseNews*, 13 mars 2012; « USAF announces departure from Manas air base », *janes.com*, 20 octobre 2013.
16. « NATO supply routes into Afghanistan », *Reuters*, 26 novembre 2011.
17. « U.S. holds talks on Central Asia arms handover: report », *AFP*, 15 juin 2012; International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2013*, p. 209.

blindés, véhicules de transport de chars, camions-citernes, bulldozers, ou encore du matériel médical et de communication[18]).

1.2. La Russie, acteur incontournable

1.2.1. Une présence et un poids diplomatique encore évidents

Si elle est devenue *de facto* le carrefour logistique de l'OTAN, l'Asie centrale demeure encore largement dans la sphère d'influence traditionnelle de la Russie. Celle-ci s'exerce notamment par le biais d'instruments multilatéraux : hormis le Turkménistan, les pays[19] font ainsi partie de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) – alliance militaire qui se veut le pendant oriental de l'OTAN –, de la Communauté des états indépendants (CEI) ou de la Communauté économique eurasiatique (EURASEC), des organisations dont l'orientation est largement dictée par Moscou.

Puissance tutélaire de la région –

Carte 3 – **Emplacement des bases militaires américaines et russes dans la région**



En bleu : bases américaines, fermée en 2005 (Karchi-Khanabad, Ouzbékistan) ou devant fermer en 2014 (Manas, Kirghizistan) ; en rouge : bases russes, toujours en activité (Kant, Kirghizistan ; Douchanbé, Kulob et Qurghonteppa, Tadjikistan). (Source : carte réalisée par l'auteur à l'aide du logiciel Zeemaps)

particulièrement au Kirghizistan et au Tadjikistan –, la Russie ne s'est d'ailleurs pas privée

18. « Central Asia to receive U.S. military equipment from Afghanistan », *RIA Novosti*, 15 juin 2012.

19. L'Ouzbékistan a suspendu sa participation à l'OTSC et à l'EURASEC en 2012. Le Turkménistan est un État associé à la CEI.

de faire pression sur les autorités locales en faveur de la fermeture des bases américaines. Moscou dispose d'installations militaires dans ces deux pays : la base aérienne de Kant (Kirghizistan), première base russe ouverte à l'étranger, en 2003, depuis la fin de l'URSS ; et la 201e division de fusiliers motorisés, soit 5 000 soldats répartis sur trois lieux différents au Tadjikistan (Douchanbé, Kulob et Qurghonteppa).

Le renouvellement en 2012 des baux des sites kirghize et tadjiks, respectivement pour 20 et 30 ans, illustre parfaitement la stratégie du Kremlin : garantir la sécurité physique et économique de ses alliés – la Russie ayant consenti à l'effacement d'un large montant des dettes kirghize et tadjike à son égard – tout en augmentant largement ses propres capacités militaires sur place[20]. La Russie dispose en outre de plusieurs centres techniques dans la région[21].

1.2.2. Infrastructures et équipements

Signe du poids de la Russie en Asie centrale, dans la lignée de l'URSS, les équipements militaires utilisés par les pays de la région sont encore très majoritairement d'origine soviétique[22], conservés après le départ des troupes stationnées dans la région, dans les nombreux dépôts que ces États hébergent. Depuis, ces derniers recourent naturellement aux services russes pour leur modernisation, tandis que Moscou livre également armes et équipements en guise d'aide bilatérale (voir *infra*). Cette dépendance aux équipements russes est sans doute même appelée à durer : ainsi, le parlement kazakh a récemment approuvé une loi exemptant les firmes russes des procédures d'appels d'offres lors des futurs contrats d'armements[23].

1.3. Cloisonnement des régimes et poids de la corruption

1.3.1. Manque de transparence et de données fiables

Du caractère autoritaire et fermé des États centrasiatiques[24], découle un important manque de transparence, a fortiori accru dans le cas de sujets aussi sensibles que les dépenses militaires et les acquisitions d'armements, quasiment considérées comme secrets d'État. Seuls le Kazakhstan et le Kirghizistan rendent publiques leurs dépenses en

20. « Russia to keep Kyrgyzstan military base, forgive debt », *AFP/Defense News*, 20 septembre 2012 ; « Official: Russia to expand Kyrgyzstan military airbase », *AFP/Defense News*, 27 octobre 2013 ; « Ratification of Russian military base deal provides Tajikistan with important security guarantees », IHS Jane's Intelligence Weekly, 1er octobre 2013 ; « Russia to upgrade Tajikistan military base », *eurasianet.org*, 13 novembre 2013.

21. À Karabalta (communication, Kirghizistan), Koisary (naval, idem) et Okno (optique, Tadjikistan).

22. À ce sujet, voir les fiches-pays de *The Military Balance 2013*, *op. cit.*

23. « Kazakhstan passes law exempting Russian firms from public tendering procedures », *IHS Jane's Defence Industry*, 24 mars 2013.

24. L'Ouzbékistan et le Turkménistan ont notamment été classés parmi les « 17 pays les moins libres au monde » par l'ONG *Freedom House* : « Nothing to celebrate: The 17 least-free places in the world », *Foreign Policy Magazine*, 4 juillet 2013. Voir aussi « Central Asia: Widespread rights abuse, repression », *Human Rights Watch*, 31 janvier 2013.

matière de défense auprès des Nations unies[25]. Le Kazakhstan est aussi l'unique pays de la région à avoir rendu des rapports réguliers au registre des armes classiques de l'ONU[26]. Par conséquent, l'établissement d'estimations fiables en la matière est rendue très difficile par l'absence de données officielles. De ce fait, les estimations disponibles en matière de dépenses militaires divergent parfois assez largement. C'est par exemple le cas pour la proportion du PIB injectée dans ces dépenses militaires : les chiffres fournis par plusieurs instituts de recherche montrent d'importantes variations.

Tableau 1 – **Estimations comparées de la part du PIB dévolue aux dépenses militaires[27]**

	2004 (SIPRI)	2004 (WMEAT)	2004 (IISS)	2004 (IRIS)
Kazakhstan	1 %	1 %	1 %	1,1 %
Kirghizistan	2,8 %	2,3 %	1,5 %	1,5 %
Ouzbékistan	0,5 %	1,5 %	0,5 %	2,9 %
Tadjikistan	2,2 %	1,8 %	2,2 %	1,5 %
Turkménistan	N/A	2,7 %	2,1 %	2,2 %

1.3.2. Risques de corruption et de trafics

Le cloisonnement des régimes et l'accaparement des richesses par les élites au pouvoir[28], conjugués aux importants stocks d'armements hérités de l'ex-URSS, et toujours disponibles aujourd'hui, rendent ces États grandement perméables aux risques de corruption, d'autant plus dans le secteur de la défense, peu réglementé et encore moins soumis au contrôle parlementaire. L'ONG *Transparency International* fait ainsi figurer tous les pays de la région dans le bas du classement dans son indice général sur la perception de la corruption[29] : aucun ne dépasse le score de 26 sur 100. Sur les 177 pays évalués, le Kazakhstan est classé 140e, le Kirghizistan 150e, le Tadjikistan 154e, le Turkménistan et l'Ouzbékistan 168es.

Concernant la corruption gouvernementale dans la défense, l'ONG a également évalué le Kazakhstan et l'Ouzbékistan[30], jugeant que ces deux pays présentent respectivement un risque « élevé » et « très élevé » de corruption. Les causes principales en sont le poids prépondérant de l'exécutif dans le processus de décision, les collusions d'intérêt, l'absence de transparence et de publicité des stratégies de défense – particulièrement en Ouzbékistan – et l'implication des réseaux de criminalité organisée dans le secteur. Ce contexte fait de la région un terreau fertile pour les détournements et trafics d'armes en tous genres, comme cela a été le cas à plusieurs reprises par le passé (voir *infra*).

25. Fiche du Kazakhstan dans le rapport des Nations unies sur les dépenses militaires.

26. Les quatre derniers rapports nationaux rendus par le Kazakhstan datent de 2012, 2009, 2006 et 2004.

27. Les estimations utilisées dans ce tableau sont issues respectivement du SIPRI Military Expenditure Database, du World Military Expenditure and Arms Transfers 2012, *The Military Balance 2008* et *L'Année stratégique 2005*. L'année 2004 a été choisie car elle constituait l'une des seules de la période étudiée pour laquelle chaque pays ou presque bénéficie d'estimations.

28. « Weapons of the wealthy: predatory regimes and elite-led protests in Central Asia », *Foreign Affairs*, volume 902, n° 3, mai-juin 2011.

29. Corruption Perceptions Index 2013.

30. Fiche sur le Kazakhstan ; fiche sur l'Ouzbékistan.

2. Dépenses militaires : tendances régionale et nationales

2.1. Des dépenses limitées mais en hausse constante

Par rapport à d'autres régions du monde hautement militarisées, l'Asie centrale – et ses cinq États aux dépenses individuellement limitées – semble à première vue rester relativement à l'écart de la frénésie dépensière globale[31]. Constat en réalité en trompe-l'œil : la modestie des chiffres par rapport à leurs puissants voisins (Russie, Chine ou Iran) occulte le fait que les dépenses militaires centrasiatiques n'ont cessé de croître de manière soutenue depuis 2003. Sur la décennie complète, les dépenses militaires régionales ont triplé, passant d'un milliard de dollars en 2003 à trois en 2012[32] (soit une augmentation de 196 %). Surtout, l'Asie centrale comptabilise la plus importante augmentation régionale de la décennie, loin devant l'Afrique du Nord (+ 133 %) ou l'Europe de l'Est (+ 117 %). Cette augmentation conséquente est fortement corrélée aux grands défis sécuritaires, déjà évoqués, auxquels les États font face : le déploiement des forces de l'OTAN en Afghanistan est ainsi allé de pair avec un important renforcement des opérations de surveillance des frontières et de lutte contre les trafics[33].

De même, l'influence de la Russie et la multiplication des exercices d'entraînement dans un cadre multilatéral ont contribué à cette hausse généralisée[34].

Cependant, l'hétérogénéité de la région, où le Kazakhstan pèse plus que les quatre autres États réunis, nécessite de nuancer cette approche : celui-ci est en fait le principal artisan de cette tendance à la hausse, fruit d'une intense politique de modernisation de ses forces armées et de renouvellement de ses équipements militaires. Cette stratégie a été actée en deux temps, en 2007 d'abord (augmentation de 50 % de dépenses par rapport à l'année précédente), puis en 2012 (+ 31 %). C'est notamment lors de ces deux années qu'Astana a enregistré ses commandes d'armement les plus importantes sur toute la décennie. Au total, le Kazakhstan a multiplié ses dépenses militaires par plus de 3,5 sur dix ans[35] (soit une augmentation de 260 %). Aussi exponentielles soient-elles, les dépenses kazakhes doivent toutefois être relativisées et remises en perspective : si elles lui assurent de loin un leadership régional incontesté, elles ne font du Kazakhstan, en 2012, que la 59e puissance mondiale en termes de dépenses militaires[36].

Tableau 2 – **Dépenses militaires du Kazakhstan, en millions de dollars[37]**

31. Pour plus d'informations sur les dépenses militaires mondiales, voir Mampaey Luc et Lesparre Sabrina, *Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2013*, Les Rapports du GRIP, 2013/4.

32. SIPRI Military Expenditure Database, *Ibidem.*

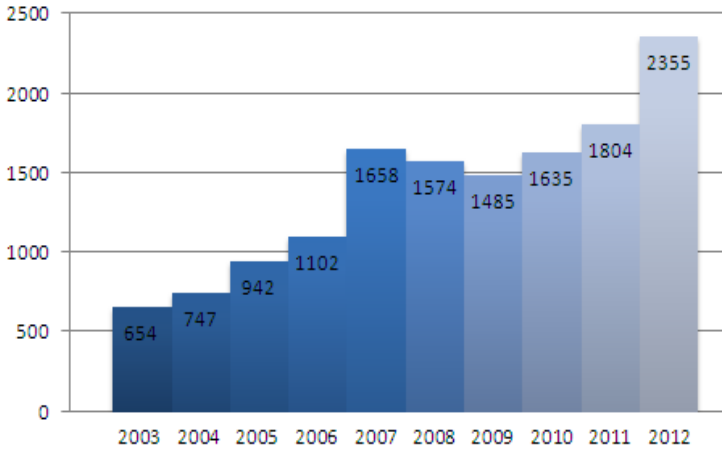
33. « Central Asia: Rethinking border-control assistance », *eurasianet.org*, 2 décembre 2007.

34. En dépit du caractère encore vague de ses priorités et éventuelles missions, l'OTSC n'a ainsi cessé d'augmenter ses capacités ces dernières années, comme en témoigne ce document publié par le ministère russe de la Défense.

35. SIPRI *Military Expenditure Database*, *Ibidem.*

36. Calcul de l'auteur, à partir des données du SIPRI *Military Expenditure Database*.

37. Tableau réalisé par l'auteur, à partir des données du SIPRI *Military Expenditure Database*.



À l'inverse, les autres républiques centrasiatiques affichent des dépenses plus modestes, même si le SIPRI se déclare dans l'incapacité de quantifier les dépenses du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan depuis des années, en raison du manque d'informations. Selon d'autres estimations, fournies par le Département d'État américain[38], il semblerait que le Kirghizistan et le Tadjikistan aient augmenté leurs dépenses de manière significative (multipliées par 2 pour le premier nommé), la lutte contre les seigneurs de guerre et leurs situations intérieures particulièrement instables n'y étant sans doute pas étrangères (voir *infra*). Ces dépenses demeurent toutefois très limitées, compte tenu de la taille et des ressources de ces États, et ne dépassent probablement pas, combinées, les 400 millions de dollars.

Quant au Turkménistan et à l'Ouzbékistan, l'absence totale de données officielles ne permet pas de dresser d'estimations satisfaisantes – même si leurs dépenses militaires s'établissent vraisemblablement à mi-chemin entre celles du Kazakhstan et celles du Tadjikistan et du Kirghizistan[39].

2.2. Allocation des ressources nationales à la défense

À l'image des dépenses militaires, l'allocation des ressources nationales dans l'effort de défense est en hausse ou constante sur l'ensemble de la décennie. À cet égard, il faut cependant noter que dans certains cas où la proportion du PIB consacrée aux dépenses militaires est demeurée stable – le Kazakhstan a par exemple constamment maintenu celles-ci aux alentours de 1 % (1,2 % en 2012) –, le produit intérieur brut s'est en réalité très largement développé. Encore une fois, le Kazakhstan est ici particulièrement concerné : son statut de nouvelle puissance régionale, relativement récent – Astana n'a dépassé l'Ouzbékistan en termes de forces armées qu'en 2009-2010[40] – est à relier à sa croissance économique exceptionnelle durant les dix dernières années, qui a vu son PIB passer de 30 à 200 milliards de dollars[41], soit une augmentation de 550 %. Les autres républiques centrasiatiques ont suivi un décollage similaire, quoique légèrement moins

38. Il s'agit de la base de données World Military Expenditures and Arms Transfers (WMEAT) 2012.

39. Un tel constat peut être établi au vu des forces armées en présence voire des budgets de défense (estimés) répertoriés dans *The Military Balance 2013.*

40. International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2013*, p. 209.

41. Chiffres de la Banque mondiale, accessibles ici.

important : PIB multipliés par 5 pour l'Ouzbékistan et le Turkménistan (405 et 463 %), par 4,5 et par 3 pour le Tadjikistan et le Kirghizistan (350 et 237 %). En comparaison, le PIB mondial ne s'est accru que de 91 % sur la même période ; il est donc peu étonnant que l'Asie centrale, qui a connu un développement économique très favorable ces dernières années, figure au premier plan des augmentations de dépenses militaires.

Cependant, il convient de relativiser à nouveau les investissements réalisés : la proportion du PIB injectée dans les dépenses militaires par les États d'Asie centrale demeure généralement plus faible que la moyenne mondiale, qui s'établit à 2,5 % du PIB[42] – Kirghizistan excepté, qui est passé de 2,9 à 3,9 % en 2011[43]. En outre, comme l'illustre le tableau ci-dessous, basé sur les estimations du WMEAT, leurs dépenses militaires restent nettement inférieures à celles consacrées à la santé ou encore à l'éducation.

Tableau 3 – **Dépenses publiques comparées (en 2009)[44]**

	Défense	Santé	Éducation
Kazakhstan	1,1 %	4,5 %	3,1 %
Kirghizistan	3,1 %	6,8 %	6,2 %
Ouzbékistan	1,4 %	5,7 %	N/A
Tadjikistan	1,4 %	5,9 %	4,1 %
Turkménistan	1,8 %	2,4 %	N/A

3. Transferts d'armements

Cette troisième partie se penche sur les transferts d'armements majeurs vers et depuis l'Asie centrale durant la dernière décennie. Pour ce faire, un focus est opéré sur chacun des États de la région, à la lumière de leur politique d'armement – à l'exception du Kirghizistan et du Tadjikistan, dont les situations semblables permettent un rapprochement de l'analyse.

3.1. Kazakhstan : la puissance régionale en expansion

3.1.1. Une politique d'armement « multivectorielle » ?

Le Kazakhstan s'est imposé durant la dernière décennie comme le fer de lance économique de l'Asie centrale – et par conséquent, comme leader régional aux niveaux diplomatique et militaire. En plus de détenir de précieux gisements d'hydrocarbures et de minerais ayant favorisé son décollage[45], Astana a mis en œuvre une stratégie diplomatique très active, reposant sur deux piliers : le « multivectorialisme » et « l'eurasisme ». Ces concepts font office de doctrine officielle en matière de politique étrangère. D'une part, la diplomatie multivectorielle se conçoit comme un savant jeu d'équilibre afin de contrebalancer les

42. *SIPRI Yearbook 2013 : Armaments, Disarmament and International Security*, p.125.

43. SIPRI Military Expenditure Database, *Ibidem.*

44. 2009 étant l'année la plus récente où la quasi-totalité des estimations des dépenses de ces trois secteurs, pour chaque pays, sont disponibles (estimations issues du WMEAT 2012 pour les dépenses militaires, et de la Banque mondiale pour les dépenses de santé et d'éducation).

45. À titre d'exemple, le Kazakhstan détient 1,8 % des réserves connues de pétrole et est devenu en 2011 le premier producteur mondial d'uranium (28 %), alors qu'il n'en possède que 15 % des réserves globales (Régis Genté, « Quand le Kazakhstan se place sur la carte géopolitique du monde », *Puissances d'hier et de demain, l'état du monde 2014*, p. 243-248).

influences des grandes puissances les unes par les autres. De l'autre, l'eurasisme, que le président Nazarbaïev conçoit comme pivot d'une identité kazakhe à la fois influencée par l'Europe et l'Asie, permet au pays d'articuler sa politique extérieure comme pont entre puissances occidentales et orientales (Russie et Chine).

Cette posture, lancée avec un succès certain sur le plan économique, est désormais poursuivie en matière d'acquisitions d'armements. Au fur et à mesure que le Kazakhstan augmentait ses dépenses militaires, deux aspects distincts de sa politique d'armement sont venus l'illustrer : le poids encore prégnant de l'armement soviétique et désormais russe, mais aussi sa volonté de diversification récente. La Russie reste en effet incontournable : sur les 28 commandes d'armements majeurs passées par Astana entre 2003 et 2012, Moscou en a fourni près de la moitié[46], et prévoit d'ouvrir dix centres de maintenance et de réparation au Kazakhstan pour maintenir en état les équipements russes ou ex-soviétiques de l'armée kazakhe[47]. Unis par un accord de coopération de défense, les deux pays affichent un même objectif de capacités militaires régionales intégrées : dans cette optique, des négociations sont menées depuis 2009 pour doter le Kazakhstan du système de défense antimissile S-300 PMU[48].

Pour autant, ces liens privilégiés n'ont pas empêché le Kazakhstan de chercher à diversifier autant que possible ses sources d'approvisionnement. Astana entend ainsi appliquer sa doctrine multivectorielle à sa politique de défense, afin d'assurer son indépendance stratégique et de maximiser ses capacités.

Sur les dix dernières années, le pays a donc eu recours aux États-Unis (plusieurs hélicoptères Bell 2005/UH-1 Iroquois), à la Corée du Sud (patrouilleurs), et a noué des relations fructueuses avec Israël : les deux États ont ainsi signé pas moins de cinq contrats en 2006-2007, incluant notamment 50 missiles sol-sol et 18 lance-roquettes multiples[49].

Le Kazakhstan s'est en outre lancé depuis ces dernières années dans une ambitieuse politique de développement de ses propres capacités de production. Il est d'ailleurs le seul pays de la région à organiser un salon de l'armement biannuel, le KADEX[50]. Les projets de modernisation de la marine kazakhe ayant été déclarés secrets d'État, le premier patrouilleur entièrement construit dans le pays n'a été dévoilé qu'en avril 2012[51]. D'autre part, le pays a multiplié les accords de coentreprise (*joint-venture*) avec plusieurs compagnies de défense en vue de produire sur place divers armements ou équipements. Kazakhstan Engineering, choisie pour devenir le champion national de la défense[52], a ainsi signé plusieurs contrats de coproduction avec des firmes ukrainienne et turque (Aselsan),

46. SIPRI *Arms Transfers Database* (Asie centrale, 2003-2012).

47. International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2013*, p.212.

48. *The Military Balance 2013*, op. cit., p. 212.

49. SIPRI Arms Transfers Database (Asie centrale, 2003-2012).

50. En 2012, le montant des contrats passés lors du salon s'élevait à plus d'1,8 milliard de dollars (*The Military Balance 2013*, p. 212).

51. *The Military Balance 2013*, op. cit., p. 212.

52. Créée en 2003 par une résolution gouvernementale, Kazakhstan Engineering est une entreprise publique, fonctionnant sous le contrôle du ministère de la Défense kazakh. Son rôle est d'assurer une politique industrielle et technologique commune pour toutes les compagnies de défense du pays (« National Company Kazakhstan Engineering JSC, Central Communications Service for the President of Kazakhstan »).

concernant respectivement des véhicules de transport de troupes et des systèmes optiques et de vision nocturne[53]. L'entreprise a surtout conclu avec les géants européens Thales et Eurocopter des accords pour la coproduction dans le pays de systèmes radio tactiques[54] et d'hélicoptères. À terme, Eurocopter et Kazakhstan Engineering développeront ainsi sur place 45 EC145 (hélicoptère léger polyvalent)[55], 20 EC725 (transport militaire)[56] et l'EC645 T2 (hélicoptère d'attaque léger, version militarisée de l'EC145)[57]. Le Kazakhstan s'est également tourné vers l'Europe en 2012, lors d'une commande de plusieurs Airbus C295 (avion de transport de troupes), ce qui constituait la première vente de celui-ci à un pays de la CEI[58].

Enfin, signe qu'Astana n'entend pas se faire dicter sa conduite par le Kremlin, ses seules exportations répertoriées par le SIPRI – hormis la fourniture de deux hélicoptères Mi-8 au Kirghizistan – concernent la vente de plus de 700 roquettes antichar à la Géorgie en 2005.

Plus généralement, un examen attentif des divers armements commandés ou désormais coproduits par le Kazakhstan révèle une volonté claire d'affirmation sur la scène géopolitique internationale[59]. Ceux-ci consistent majoritairement en des équipements lourds et d'envergure : plus d'une quarantaine d'hélicoptères, plusieurs dizaines de missiles, sol-air, sol-sol et antichar, modernisation de 20 MiG-31, etc.

3.1.2. Trafics et transferts illégaux

Parallèlement, le régime se veut le garant d'une bonne maîtrise des armements dans la région : après l'indépendance, le Kazakhstan a officiellement renoncé et procédé au démantèlement de son arsenal nucléaire, fruit de l'époque soviétique, alors l'un des plus importants de la planète[60]. De même, durant la dernière décennie, les autorités kazakhes ont procédé à la destruction de plus d'un million de munitions en surplus, et de plus de 50 000 armes légères, issues des stocks militaires ou saisies[61]. Cependant, l'histoire récente contredit parfois la bonne volonté affichée en haut lieu à Astana : en dépit de la relative transparence dont fait preuve l'État kazakh en remettant des rapports annuels au registre de l'ONU (voir *supra*), la faiblesse de sa législation en matière d'exportations, combinée à la grande perméabilité des autorités à la corruption et au nombre conséquent d'armements

53. *The Military Balance*, *op. cit.,* p. 212

54. « Thales établit une présence industrielle au Kazakhstan », Groupe Thales, communiqué de presse, 15 septembre 2011.

55. « Kazakhstan's military helicopter industry ready to take off », eurasianet.org, 4 novembre 2010.

56. « Eurocopter to supply EC725 helicopters to Kazakhstan », *Airforce-technology*, 11 mai 2012.

57. « Kazakhstan to produce armed helicopters », *eurasianet.org*, 11 mars 2013.

58. « Kazakhstan receives C295 transport aircraft », *IHS Jane's Defence Weekly*, 15 janvier 2013, « Kazakhstan signs for additional C295 aircraft », *IHS Jane's Defence Weekly*, 23 octobre 2013.

59. À cet égard, dans sa dernière doctrine militaire, élaborée en 2010, le Kazakhstan établit comme objectif de renforcer ses capacités de manière à être en mesure de participer à des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU (*The Military Balance 2013*, p.209).

60. « Why did Kazakhstan give up its nukes? », *eurasianet.org*, 15 mai 2013.

61. Small Arms Survey, *Blues Skies and Dark Clouds: Kazakhstan and Small Arms*, Occasional Paper n°29, mai 2012, p. 3.

ex-soviétiques, ont rendu les dérives inévitables. La décennie précédente (1993-2002)[62] fut ainsi marquée par des transferts vers des destinations sensibles (Éthiopie à la veille d'un embargo onusien[63], Népal[64], Serbie[65], Sri Lanka…), voire des transactions illégales. En 1999, la confiscation de 2 hélicoptères Mi-8T kazakhs en Russie a ainsi révélé la falsification de la licence d'exportation et du certificat d'utilisateur final ; en réalité, ceux-ci étaient destinés à la Sierra Leone, et plus probablement aux rebelles du Front révolutionnaire uni, faisant alors l'objet d'un embargo[66]. Ces transferts illégaux ne concernaient pas seulement les habituels trafiquants d'armes profitant de l'état de déliquescence des ex-régimes soviétiques et de leurs arsenaux, mais ont également impliqué des fonctionnaires à des postes hauts placés. Ainsi, la saisie en mars 1999 en Azerbaïdjan de six chasseurs MiG-21 en pièces détachées a permis de découvrir la livraison illégale de 34 avions supplémentaires à la Corée du Nord, conclue notamment grâce à l'implication de plusieurs hauts responsables kazakhs[67].

Plus récemment, en 2009, un ressortissant kazakh a été incriminé dans un rapport d'experts de l'ONU pour le trafic d'armes nord-coréennes vers l'Iran[68]. Devant la persistance de ces violations, le Kazakhstan s'est à plusieurs reprises engagé à renforcer sa politique de contrôle des exportations[69], sans décisions concrètes jusqu'à maintenant.

3.2. Turkménistan : le choix de la neutralité… et des armes

Moins exposé à l'influence russe, qui demeure cependant son principal fournisseur, le Turkménistan s'est démarqué de ses voisins en optant pour la neutralité, principe reconnu par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 1995[70]. Pour autant, cette dernière décennie fut marquée par la recrudescence de ses acquisitions d'armements, qui en font le second importateur de la région après le Kazakhstan. Surtout, sur les 23 livraisons répertoriées par le SIPRI entre 2003 et 2012, 21 d'entre elles ont eu lieu lors des cinq dernières années. Achgabat s'est entre autres porté acquéreur de chars d'assaut (T-90S russes), d'un Su-25 (avion d'attaque au sol, en provenance de Géorgie), de lance-roquettes multiples, de plusieurs patrouilleurs (Russie, Turquie), de soixante missiles antinavires et d'un nombre équivalent de missiles antichar, de fabrication russe[71].

Si le marché turkmène reste essentiellement approvisionné par la Russie, celui-ci témoigne néanmoins d'une plus grande diversité que ses voisins centrasiatiques (9

62. SIPRI *Arms Transfers Database* (1993-2002).

63. En 1999-2000, le Kazakhstan a livré une centaine d'obusiers à l'Éthiopie, visée par un embargo sur les armes du 17 mai 2000 au 15 mai 2001 (UNSCR 1298), et auparavant par un embargo non-obligatoire à compter du 12 février 1999 (UNSCR 1227).

64. Deux hélicoptères destinés à la lutte contre les rebelles maoïstes.

65. Livraison de 226 systèmes de missiles antiaériens portatifs SA-16 Gimlet en 1995, durant les guerres de Yougoslavie.

66. Rapport S/2001/1015 du panel d'experts auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, parag. 160.

67. *Arms Transfers to Europe and Central Asia*, Paul Holtom, SIPRI Background Paper, février 2010.

68. « Shadowy arms deal traced to Kazakhstan », Associated Press, 22 janvier 2010; « UN implicates Azerbaijan, Kazakhstani in North Korea arms embargo violations », eurasianet.org, 18 mai 2013.

69. S. Saradzhyan, « Kazakhstan targets weapons smugglers », *Defense News*, 26 juin 2000, p. 28.

70. Assemblée générale des Nations Unies, Résolution A/RES/50/80 (A), 12 décembre 1995.

71. SIPRI *Arms Transfers Database* (2003-2012).

fournisseurs différents), avec l'apparition récente de nouveaux acteurs. Par exemple, le groupe italien Finmeccanica a conclu en 2011 la vente pour plus de 110 millions d'euros de plusieurs hélicoptères Agusta Westland[72]. Très récemment, la Biélorussie a également annoncé un projet de production conjointe, avec le Turkménistan, de drones[73]. Ces deux dernières années, le Turkménistan a enfin lancé une importante politique de développement de sa marine : les commandes d'une dizaine de patrouilleurs auprès de la firme turque Dearsan[74] ont ainsi été menées en parallèle du développement du premier navire garde-côtes local[75], et des premiers exercices navals organisés par le pays[76]. Cette militarisation récente, dans un État sans ennemi et aux relations pacifiées avec ses voisins immédiats, suscite des interrogations.

Celle-ci pourrait être motivée à la fois par le contexte d'insécurité et de tensions dans la région[77], ainsi que par la volonté du régime turkmène de protéger ses intérêts énergétiques – pétrole et gaz – en mer Caspienne, où il est confronté à la rivalité de l'Azerbaïdjan[78].

3.3. Ouzbékistan : un pays isolé et fragilisé

Après l'indépendance des républiques centrasiatiques, les observateurs misaient sur l'Ouzbékistan, la plus peuplée d'Asie centrale (28 millions d'habitants), pour le rôle de futur leader régional. Mais le pays, sous l'impulsion autoritaire de son président Islam Karimov, au pouvoir depuis 1990, a vu son développement largement entravé par le caractère très répressif et corrompu du régime. Fragilisé par divers facteurs – terrorisme islamiste, tensions ethniques, trafics – le pays se voit également isolé sur le plan diplomatique : la volonté d'indépendance de Tachkent et sa réfraction à toute critique extérieure ont conduit le régime à se couper de l'Occident puis de la Russie. Si les relations avec l'Europe et les États-Unis reprennent progressivement, après le froid causé par la fermeture de la base de Karchi-Khanabad et les sanctions européennes en 2005 (voir *supra*) – dont un embargo sur les armes –, l'Ouzbékistan cherche désormais à s'éloigner de la tutelle russe : le pays a ainsi annoncé sa sortie de l'EURASEC en 2008, puis la suspension de sa participation à l'OTSC en 2012[79].

Conséquence de son caractère particulièrement fermé, on ne dispose d'aucune estimation quant aux éventuelles importations d'armements de l'État ouzbek entre 2003 et 2012. Celui-ci dispose pourtant de forces armées significatives – près de 50 000

72. « Turkmenistan buys helos from Finmeccanica », TR Defence, 6 novembre 2010. Le montant du contrat est indiqué dans le 14e rapport du COARM, pour l'année 2011 (p. 278).

73. « Belarus, Turkmenistan to jointly produce drones », *Defense News*, 6 novembre 2013.

74. « Turkmenistan buys two ships for new navy », *eurasianet.org*, 14 février 2011; « Turkmenistan makes another quiet purchase of warships », *eurasianet.org*, 6 juin 2013.

75. « Turkmenistan developing locally made coast guard ship », *eurasianet.org*, 9 avril 2012.

76. « Turkmenistan's navy practices against aggressor state », *eurasianet.org*, 8 septembre 2012.

77. « Turkmenistan's rearmament driven by regional instability? », *eurasianet.org*, 14 juillet 2010.

78. À ce sujet, voir : Keith Weber, « Azerbaidjan & Turkmenistan disputes and the tragedy of the commons », Center for Strategic and International Studies, 15 novembre 2012 ; « Les délicates relations entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan », dans le dossier « Stratégies et rivalités en mer Caspienne », publié par la revue *Regard sur l'Est*, septembre 2010.

79. « Russian moves compel Uzbekistan to leave security bloc », *AFP/Defense News*, 28 juin 2012.

soldats[80]. L'Ouzbékistan a en revanche exporté[81], pour un montant de 150 millions de dollars, 6 avions ravitailleurs Il-78 à l'Inde en 2003-2004. Cette dernière a également acquis, dans le cadre d'un contrat plus large d'une valeur de 1,1 milliard de dollars, 3 Beriev A-50 ouzbeks (avions de détection), équipés de radars israéliens, entre 2009 et 2011. Enfin, Tachkent a livré en 2005 un hélicoptère de combat Mi-24 à la Géorgie.

3.4. Kirghizistan et Tadjikistan : bombes à retardement ?

Si ces pays pèsent moins que leurs voisins en termes d'importations d'armements, du fait de leur taille modeste et de leurs ressources limitées, ils focalisent néanmoins l'attention en raison de leur situation sécuritaire. Ces deux républiques font en effet face à des situations intérieures très troublées, et sont considérées comme des États en quasi déliquescence (« *failing states* »)[82]. Le Kirghizistan, qui a connu deux révolutions et renversements de régime en 2005 puis en 2010, demeure particulièrement instable. À ce titre, la disparition de près de 1 200 armes légères dans le pays durant les évènements de 2010, dont seule la moitié a depuis été retrouvée par les autorités[83], a de quoi inquiéter. En effet, ce ne sont pas moins de 173 fusils d'assaut, 163 pistolets (automatiques et semi-automatiques), 3 mitrailleuses et une cinquantaine de fusils, ainsi que de nombreuses munitions, qui ont disparu dans la nature[84]. D'autant plus que selon le rapport d'une ONG locale à l'OSCE, sur les 25 incidents répertoriés en juin 2010 – des prises d'armes par la population lors des violences interethniques dans le sud du pays – 18 concernaient des cas de saisie mais 7 impliquaient leur distribution directe, avec la complicité de fonctionnaires ou élus locaux[85]. De l'aveu même des autorités, la prolifération de ces armes légères est susceptible de troubler la stabilité du pays et d'alimenter la criminalité organisée ; le trafic illicite d'armes légères y est estimé à environ un demi-million de dollars chaque année[86].

Depuis son indépendance, le Kirghizistan a hérité d'un arsenal soviétique important, qu'il s'efforce d'écouler en raison des capacités limitées de ses forces armées. Cette nécessité de dégraisser ses stocks a fait de ce petit pays le 49e exportateur mondial d'armes conventionnelles majeures sur la période 2003-2012[87]. Celui-ci a livré à l'Inde 19 chasseurs MiG-21, 4 autres à la Croatie, ainsi que 6 hélicoptères Mi-8T au Canada (destinés à être utilisés en Afghanistan) et 36 torpilles anti-sous-marines à l'Inde également[88].

Concernant leurs importations et compte tenu de leurs ressources limitées, les deux États misent essentiellement sur l'aide de leurs partenaires étrangers, se reposant pour le reste sur leurs arsenaux actuels et leur modernisation. À cet égard, ils escomptent tirer profit du

80. *The Military Balance 2013*, p. 241.

81. SIPRI *Arms Transfers Database* (arms exports from Central Asia, 2003-2012).

82. « Central Asia: Region in decline », Paul-Quinn Judge, International Crisis Group, Crisis Group Audios, 6 juin 2012.

83. « Kyrgyzstan: officials sound alarm on arms proliferation », *eurasianet.org*, 15 juin 2012.

84. « Gauging the impact of the firearms and ammunition lost during the June 2010 violence in Southern Kyrgyzstan », Matthew Stein, Small Wars Journal, 20 novembre 2013.

85. *The role of public authorities during the June events of 2010 in Kyrgyzstan*, Kylym Shamy Centre for Human Rights Protection, rapport HDIM.NGO/0101/12, 26 septembre 2012, p. 13.

86. « Kyrgyzstan: officials sound alarm on arms proliferation », *ibidem*.

87. *SIPRI Yearbook 2013: Armaments, Disarmament and International Security*, p. 249.

88. SIPRI *Arms Transfers Database* (2003-2012).

départ programmé des forces américaines d'Afghanistan afin d'en récupérer divers équipements (voir *supra*), tout comme l'accès aux bases sur leurs territoires s'est souvent monnayé en armements. Le Kirghizistan a ainsi reçu 4 avions légers An-2 de seconde main en 2006, financés par les États-Unis. Ces derniers ont en outre payé à hauteur de 3,5 millions de dollars la vente de deux hélicoptères Mi-17 par le Kazakhstan à son voisin kirghize. Bichkek a également obtenu 3 autres Mi-17 auprès de la Russie, dont au moins un en échange de l'accès à la base de Kant.

Le Tadjikistan, pour sa part, base sa politique d'armement entièrement sur la Russie. Moscou est ainsi responsable de l'ensemble des importations tadjikes, la plupart octroyées en guise d'aide bilatérale : 2 hélicoptères de combat Mi-24, 2 hélicoptères Mi-17 et 4 avions d'entraînement L-39 Albatros[89]. Le Tadjikistan a également installé courant 2009 le système de défense antimissile S-125 Pechora, agrémenté de 50 missiles, de fabrication russe[90]. Les principales menaces pour la sécurité tadjike demeurent pourtant intérieures : en 2010 puis en 2012, dans la vallée de la Racht et la province du Haut-Badakhchan, les forces de sécurité se sont montrées longtemps incapables de réduire la capacité de nuisance des chefs de guerre ou de milices locales[91], fruits de la guerre civile ayant déchiré le pays dans les années 1990.

Les armes européennes en Asie centrale[92]

Un marché mineur mais en expansion – La part de l'UE dans les importations des pays d'Asie centrale est très modeste, et inversement : l'Asie centrale représente seulement 0,4 % du montant total des licences d'exportation octroyées par les États membres sur la période 2003-2012, soit un peu plus de 1 240 millions d'euros. Ce constat est néanmoins quelque peu altéré depuis 2011, avec une hausse conséquente : la valeur des licences en 2011 puis en 2012 – près de 970 millions d'euros combinées – représente ainsi plus de 78 % du total de la période. Cette explosion est essentiellement à mettre à l'actif du Kazakhstan et du Turkménistan, lesquels ont passé plusieurs méga-contrats avec des partenaires précis (commande d'hélicoptères Agusta Westland italiens par le Turkménistan pour plus de 100 millions d'euros[93] et de matériel électronique français pour près de 330 millions d'euros par le Kazakhstan[94] en 2011 ; de dispositifs explosifs pour environ 159 millions d'euros par le Turkménistan à l'Italie en 2012[95]).

Partenaires majeurs et types d'armements – À l'image de ces récents contrats, la France, puis l'Italie, très largement, sont les premiers fournisseurs européens de l'Asie centrale en termes de valeur des licences octroyées, se chiffrant respectivement à plus de 574 millions d'euros (soit 47 % du total européen sur la décennie) et 352 millions d'euros

89. SIPRI *Arms Transfers Database* (2003-2012).

90. SIPRI *Arms Transfers Database* (2003-2012).

91. *The Military Balance 2013*, p. 213.

92. Les données utilisées dans cet encadré sont issues des différents rapports annuels du COARM (Groupe de travail du Conseil de l'UE sur les exportations d'armes conventionnelles), répertoriant les exportations d'armes européennes entre 2003 et 2012. À l'inverse des données du SIPRI présentant uniquement les livraisons effectives d'armements, les rapports du COARM indiquent également le montant des valeurs des licences d'exportation octroyées, repris ci-dessus. Pour consulter les rapports.

93. 14e rapport COARM, 2012/C 386, *Journal officiel de l'Union européenne*, p. 278.

94. *Ibid.*, p. 144.

95. 15e rapport COARM, 2014/C 18, *Journal officiel de l'Union européenne*, p. 314.

(28 %). Suivent ensuite l'Espagne (7 %), l'Allemagne (5 %), et le Royaume-Uni (2,6 %). Ces contrats portent essentiellement sur du matériel électronique (42 % des licences d'exportation), catégorie ML11 de la liste militaire de l'UE[96], des charges explosives (17 %), catégorie ML4, et des aéronefs (14 %), catégorie ML10.

Licences refusées – Sur les 103 licences d'exportation refusées aux pays d'Asie centrale par les États membres entre 2003 et 2011, le Turkménistan et le Kazakhstan arrivent en tête, avec respectivement 39 et 28 refus. S'agissant des critères invoqués pour justifier ces refus, les critères 7 (risque de détournement ou de réexportation) et 2 (risque de violation des droits humains) ont été invoqués à 44 reprises. Plus spécifiquement, le critère 7 a été invoqué dans 22 des 28 refus d'exportation au Kazakhstan. Pour sa part, le critère 2 a été utilisé dans 31 des 39 refus de licence au Turkménistan, un chiffre guère étonnant, compte tenu du caractère répressif du régime. L'Ouzbékistan a quant à lui été soumis à un embargo européen sur les armes de 2005 à 2009, en sanction de la répression des troubles à Andijan (voir *supra*). Les montants des licences octroyées à l'Ouzbékistan depuis la levée de l'embargo sont devenus depuis les plus élevés de la période étudiée pour ce pays (aux alentours, respectivement, de 9, 14 et 19 millions d'euros).

Conclusion

Ces dix dernières années, l'Asie centrale s'est retrouvée prise entre deux feux, au cœur d'enjeux multiples, à la fois intérieurs et globaux, susceptibles de mettre en péril sa stabilité. Ce contexte, renforcé qui plus est par le développement significatif du PIB des cinq États, a conduit à une forte expansion des dépenses militaires et des acquisitions d'armements. La zone a ainsi enregistré la plus forte augmentation mondiale des dépenses militaires sur la dernière décennie, bien que le manque de transparence des différents régimes empêche une analyse plus fine de cette évolution.

Loin d'être un espace uniforme, l'Asie centrale témoigne à l'inverse d'une hétérogénéité des situations, des menaces et dès lors des stratégies poursuivies par chacune de ses républiques. Le Kazakhstan, du fait de son décollage industriel réussi et de sa volonté d'affirmation sur la scène internationale, s'est imposé comme le leader régional non seulement économique, mais aussi désormais diplomatique et militaire. Les dépenses militaires et les importations d'armements kazakhes sont sans commune mesure avec celles de ses voisins au sud, tout comme l'effort récent d'Astana de développer ses propres capacités de production. De leur côté, Turkménistan et Ouzbékistan demeurent isolés, pour des raisons opposées : si Achgabat s'est lancé dans une politique accrue d'importations d'armements, sa neutralité absolue sur le plan international n'en fait pas un acteur crédible pour un futur rôle d'envergure. Quant à l'Ouzbékistan, son indépendance affirmée l'a successivement éloigné de l'Occident puis de la Russie. Point commun aux deux régimes, leur extrême fermeture et leur refus de toute contestation peuvent faire craindre que leurs forces armées et arsenaux soient essentiellement destinés à la répression interne. Enfin, le Kirghizistan et le Tadjikistan, aux confins de l'Afghanistan et minés par des troubles internes sporadiques mais de natures diverses, font figure de véritables poudrières.

96. Il existe 22 types d'armements et d'équipements à usage militaire, désignés de ML1 à ML22, et répertoriés dans la liste commune de l'UE.

L'Asie centrale n'échappe pas pour autant aux influences extérieures. L'intervention en Afghanistan a réveillé l'intérêt des puissances occidentales pour une région devenue stratégique, du fait de son emplacement géographique. Celle-ci conserve en effet une certaine réminiscence de la guerre froide, illustrée par les tensions et rebondissements qui ont émaillé l'accueil et la reconduite des bases américaines ou russes sur place. Le poids des armes russes ou ex-soviétiques dans les arsenaux centrasiatiques y est encore écrasant, signe que Moscou demeure toujours la puissance tutélaire de la région – région dans laquelle l'Europe, du reste, peine à trouver sa place. Dès lors, le départ programmé des troupes de l'OTAN, prévu pour 2014, suscite des interrogations quant à l'avenir sécuritaire de la zone et à la future allégeance des pays qui la composent.

* * *

L'auteur

Maxence Eymard, diplômé de Sciences Po Lyon et de l'Université d'Amsterdam, est chercheur-stagiaire au GRIP.

Avec le soutien de la

Wallonie